



dossier
lignes d'attac
#122

Pourquoi parler d'éducation populaire ?

Un point fait consensus : Attac, depuis sa création, se dit un mouvement d'éducation populaire. Pourtant, quand il s'agit de préciser ce que cela implique, c'est moins évident. Faut-il considérer que toute diffusion d'idée, quelle qu'en soit la forme, est de l'éducation populaire, au risque d'affaiblir la portée politique et émancipatrice de cette démarche ? Ou faut-il au contraire restreindre l'usage de ce terme, et reconnaître, ce faisant que toutes nos pratiques ne peuvent pas relever de l'éducation populaire ? De notre réponse dépendent nos pratiques : nous fions-nous seulement au savoir des sachant-e-s ou assumons-nous notre rôle de formation et d'autoformation au service de la lutte et du changement social ? Ces questions ne sont pas anodines car elles peuvent nous permettre de mieux travailler et lutter toutes et tous ensemble !

AVIS

vous pouvez commander des exemplaires de ce dossier par lots de 25 exemplaires en envoyant un courriel à materiel-militant@attac.org (seuls les frais de port seront à votre charge)

Attac

association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

juillet 2020

Histoire de l'éducation populaire en France

Qu'est-ce que l'éducation populaire? On peut la définir de deux manières: la première définition englobe les initiatives éducatives des jeunes et adultes qui se déroulent hors de l'école, dans un souci de démocratisation et dans l'intention de transformer les pédagogies dominantes. La deuxième, plus restrictive, vise l'émancipation des classes laborieuses par des pédagogies critiques, leur participation à la vie publique et la transformation de l'ordre social.

En France, l'histoire de l'éducation populaire comme politique d'État a favorisé la première définition. Cependant, la deuxième orientation s'est aussi illustrée dans les pratiques d'éducation populaire et dans les politiques publiques à son égard.

1789-1884

Avec la Révolution Française, l'éducation du/de la citoyen-ne devient une préoccupation. Elle se traduit par la démocratisation de l'instruction (apprendre à lire, écrire et compter). En 1866, la Ligue de l'enseignement est créée avec ses comités scolaires et ses bibliothèques.

L'intérêt pour la formation des classes populaires engendre, à la révolution industrielle, deux réactions. Le patronat veut former la main d'œuvre aux besoins de production. Mais les victimes de la dégradation des conditions de vie mesurent l'écart entre la promesse de progrès de 1789 et la réalité. Les associations, partis, syndicats et réunions politiques sont alors rigoureusement interdits mais un foisonnement de sociétés secrètes inaugure des formes d'auto-éducation et une éducation populaire politique.

1884-1914

La loi Waldeck-Rousseau de 1884 autorisant les syndicats signe le début de la domestication de l'éducation populaire. Les syndicats sont cantonnés à la défense professionnelle : interdit de se mêler de politique! Il faut éduquer sans politiser. Les bourses du travail font alors figure de résistance. Elles diffusent des solutions touchant le travail (contrôle de l'embauche, des salaires), l'assurance (en cas de chômage, de grève), mais aussi la connaissance de la réalité sociale.

Le journal *Le Sillon* de Marc Sangnier fait partie des expériences d'éducation populaire qui établissent un lien explicite avec la pratique démocratique et la question sociale.

1919-1958

En 1919, la Loi Astier confirme la séparation de la formation professionnelle ouvrière (militante) et de l'éducation populaire. Cette dernière est assimilée aux mouvements de jeunesse, comme le scoutisme.

Plus tard, la culture populaire devient l'objet d'une politique d'État: le Front Populaire soutient l'éducation ouvrière et populaire visant la réconciliation des classes et la démocratisation des loisirs grâce aux congés payés. Le gouvernement de Vichy, lui, crée les premiers postes, subventions et l'agrément «éducation populaire». À la Libération, le projet d'ordonnance Guéhenno, promouvant une culture populaire pour la formation critique des citoyen-ne-s, est écarté au profit d'une action publique ciblée sur la jeunesse via les pratiques sportives.

1958-1975

Dès les années 1960-70, l'État reproche leur idéologie aux fédérations d'éducation populaire. Le changement structurel survient, à cette époque, d'une politique d'équipement socio-éducatif. L'éducation populaire se professionnalise (naissance des diplômés de techniciens), et s'institutionnalise.

En parallèle, les acteurs de l'éducation populaire intègrent des influences venues du continent américain. Et aussi des mouvements protestataires qui entretiennent alors un héritage critique. La contestation de 1968 redéfinit les rapports à l'autorité, au politique, mais aussi à la famille, au genre, et à l'entreprise (courant autogestionnaire).

1975-1995

L'action publique va dorénavant cibler des publics, des territoires. Les relations avec les pouvoirs publics tendent à se contractualiser (objectifs et obligation de résultat). L'éducation populaire se tourne progressivement vers l'action sociale. Les associations doivent réaliser des prestations de services collectifs (loisirs, politiques enfance, jeunesse, culturelles, sociales, de l'emploi), dans le cadre de la territorialisation des politiques publiques.

1995 – début du XXI^e siècle

Les grèves de l'automne 1995 en France marquent le retour de la question sociale, le refus de la destruction des solidarités. Elles s'ouvrent sur les tentatives de réorganisation de l'action collective entre secteurs et statuts différents, en s'adaptant à l'échelle des causes (européenne, mondiale). La contre-offensive, face au libéralisme à l'échelle internationale, s'illustre avec les forums sociaux internationaux et l'altermondialisme.

Au début du XXI^e siècle le retour de l'éducation populaire se confirme. Une partie de ses acteurs et actrices affiche un rôle politique à reconquérir dans les discours et les pratiques.

Cet article s'appuie très largement sur la thèse d'Alexia Morvan, *Pour une éducation populaire politique. À partir d'une recherche action en Bretagne* (voir bibliographie en fin de dossier).

L'éducation populaire en Amérique Latine

Qui est Paulo Freire ?

Sur l'ensemble de ce continent, fortement catholique, des « communautés de base » autogérées se multiplient dans les années 1970, principalement dans les communautés rurales et sous l'impulsion de prêtres animés par la Théologie de la Libération. Elles développent une démarche de « recherche-action participative » qui permet aux « personnes d'évoluer pendant le processus en récupérant et partageant leur histoire, leurs connaissances, construisant ainsi des capacités ».¹

Parallèlement, un projet libérateur s'impose *via* des actions de vulgarisation éducative qui se déploient à partir de la pensée de Paulo Freire, laquelle se fonde sur le principe d'émancipation des individus pour améliorer leurs conditions de vie. Surgit ainsi un mouvement populaire indépendant au niveau rural et syndical qui met en œuvre une dynamique de conscientisation liée « à l'éducation des jeunes et des adultes [...], pour qui l'éducation n'a pas de valeur en soi, mais qui s'acquiert quand elle sert des projets destinés à répondre à leurs besoins [...], ou [...] [à] développer des capacités de participation active à des processus de transformation politique. »¹ Cette aspiration à la conscientisation se développe par des campagnes d'alphabétisation et l'appui à l'auto-organisation des communautés.

Tous ces projets d'éducation populaire développent la conscience politique des différents groupes, en même temps qu'ils répondent aux besoins formulés par les acteur-trice-s eux-mêmes, afin de fortifier l'organisation de base et la capacité de mobilisation.

Les gouvernements libéraux de gauche ont permis dans les années 70 le développement de telles expériences d'éducation populaire, mais les régimes dictatoriaux qui apparaissent ensuite les répriment, provoquant une désorganisation et une désillusion des groupes militants. Cependant les mouvements sociaux se réorganisent, bénéficiant des réseaux de soutien et d'échange aux niveaux régional, national et international : droits de l'Homme, des enfants, mouvements des femmes, groupes écologiques, altermondialistes etc.

Dans une conjoncture de globalisation, en Amérique Latine comme ailleurs, « les défis de l'éducation populaire doivent repositionner le lien existant entre la conscience sociale et politique »¹.

¹ *L'éducation populaire en Amérique Latine* de Maria José Garcia Oramas, Sara Ruiz Vallejo et Susana Ruiz Pimentel Agora débats/jeunesses 2010/2 (N° 55) pages 23 à 34 : <https://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2010-2-page-23.htm#>

« Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde. » Ces mots de Paulo Freire (1921-1991) pédagogue brésilien, extraits de son livre *Pédagogie des opprimés*, résume la révolution pédagogique de Paulo Freire. Fin des années 1950, il développe des programmes d'alphabétisation des adultes pour des milliers de paysan-ne-s du nord-est du Brésil à partir de leur vécu quotidien. « On ne peut pas respecter les apprenants dans leur dignité, si on ne prend pas en considération les conditions matérielles dans lesquelles ils vivent et l'importance des "connaissances faites par l'expérience" avec lesquelles ils arrivent à l'école. »

Après le coup d'État de 1964, il est expulsé au Chili où il travaille à un programme d'alphabétisation. À la fin des années 1960, invité au Centre d'études en éducation et développement de l'Université de Harvard, Freire entre en contact avec une autre culture : celle des révoltes étudiantes, de la lutte pour l'intégration des Noir-e-s et de l'opposition à la guerre du Vietnam. Il se rend compte que la répression et l'exclusion des défavorisé-e-s de la vie politique et économique ne sont pas limitées aux pays du Tiers Monde.

De 1970 à 1980, exilé en Suisse, il rencontre des théoriciens de la théologie de la libération et des mouvances politiques de gauche et chrétiennes.

Il écrit son ouvrage le plus célèbre : *Pédagogie des opprimés*. Il y présente l'éducation comme un chemin qui mène à la liberté en deux étapes.

La première survient lorsque l'on devient conscient-e de leur oppression et qu'on transforme cet état.

La deuxième amène un processus permanent d'action culturelle qui favorise l'émancipation.

Il voyage alors sur plusieurs continents pour diffuser ses idées et soutenir des programmes pédagogiques dans les pays nouvellement indépendants d'Asie et d'Afrique, en particulier en Guinée-Bissau et au Mozambique.

En 1980, Freire rentre d'exil et enseigne à l'Université pontificale de São Paulo. Le pays apprécie maintenant ses idées : il devient secrétaire de l'éducation à la mairie de São Paulo où il dirige une importante réforme scolaire.

Paulo Freire inspire, dans différents pays du monde, un ensemble de courants appelés « pédagogies critiques » ou pédagogie de transformations sociales (féministes, queer, décoloniales, anti-racistes...).

L'éducation populaire en pratiques

Les pratiques d'éducation populaire sont multiples et diverses, mais se retrouvent autour d'un fil conducteur : l'émancipation collective et la construction d'un pouvoir d'agir. En voici quatre exemples qui, parmi la richesse de l'existant ou du possible, illustrent différentes manières de lier théorie et pratique pour développer des savoirs à partir de l'expérience dans un but de transformation sociale. Ils constituent autant de sources d'inspiration pour nous.

L'éducation populaire issue des maquis, une culture de la résistance ?

«La culture populaire ne saurait être qu'une culture commune à tout un peuple : commune aux intellectuels, aux cadres, aux masses. Elle n'est pas à distribuer. Il faut la vivre ensemble pour la créer.» Ces mots du Manifeste de l'association Peuple et Culture sont toujours d'actualité. Les fondateurs de l'association sont issus des maquis, et leur expérience commune de la Résistance trouve son prolongement dans la création d'un mouvement d'éducation populaire qui s'adresse à tou-te-s celles et ceux qui souhaitent comme eux prendre des responsabilités dans l'action collective. Parmi leurs outils privilégiés, on trouve l'entraînement mental qui vise à s'entraîner à «penser pour agir dans la complexité». Partant du principe que la pensée doit être entraînée au même titre que le corps, l'entraînement mental vise aussi à sortir d'une opposition entre théorie et pratique pour penser la première toujours dans l'optique de la seconde.

L'association a essaimé et le réseau des Crefad (Centre de recherche d'étude de formation à l'animation et au développement) poursuit par exemple ce travail. Le travail d'éducation populaire y est défini selon deux axes. D'abord, les techniques et méthodes utilisées, marquées par le postulat de départ que les gens avec qui l'on travaille sont à égalité avec les accompagnateur-trice-s. Ensuite, les principes et finalités qui guident ces méthodes, avec un objectif : l'accès de tou-te-s à l'autonomie de pensée et d'action. C'est autour de cet objectif que l'ensemble des pratiques sont pensées par l'association, jusqu'à son travail théorique, pratiqué selon les principes de la recherche-action : penser la recherche comme réflexion à partir de ses propres expériences et comme outil pour agir sur celles-ci.

ATD Quart Monde et le croisement des savoirs

Le mouvement international ATD (Agir Tous pour la Dignité) Quart Monde œuvre depuis plus de soixante ans pour mettre fin à l'extrême pauvreté, en se démarquant des démarches de charité qui créent une relation descendante vis-à-vis des personnes qui subissent la pauvreté. Au contraire, ces dernières sont les militant-e-s d'ATD, tandis

© Une scène du Tribunal populaire des banques par Attac et la compagnie NAJE, 2013



que les autres membres bénévoles sont des allié-e-s, ou les salarié-e-s des volontaires-permanent-e-s. Cette terminologie rappelle que les personnes qui vivent ou ont vécu la grande pauvreté incarnent dans leur quotidien la lutte contre la misère, et sont ainsi les premier-e-s à s'y opposer.

Cette vision n'est pas seulement affaire de mots : le mouvement a ainsi développé une pratique, le «croisement des savoirs», qui s'incarne notamment dans des co-formations. La démarche s'appuie dans un premier temps sur des groupes de pair-e-s, composés des personnes qui partagent une expérience et une responsabilité commune (universitaires, professionnel-le-s, personnes en situation de pauvreté). Cette approche crée des conditions permettant de partager librement des vécus entre pair-e-s, de les analyser et de construire collectivement une pensée et des savoirs issus de leur expérience. Les groupes de pair-e-s sont ensuite réunis pour la mise en commun, moment de confrontation et d'échanges de points de vue : ils représentent ainsi une étape pour créer un dialogue plus égalitaire, qui invite à réinterroger tant les savoirs d'actions (des professionnel-le-s) que les savoirs académiques et les savoirs du vécu. La rigueur de cette méthodologie permet de ne pas exposer les militant-e-s mais bien au contraire d'assurer un cadre où elles et ils retrouvent un pouvoir d'agir en créant un savoir d'expérience collectif, exprimé à la première personne du pluriel.



L'éducation permanente belge

Periferia est une association du champ de l'éducation permanente belge (traduction de l'éducation populaire). Créée en 1998, elle s'inspire des pratiques brésiliennes autour du droit à la ville, et s'intéresse aux démarches autonomes de participation citoyenne. Periferia mène des allers-retours entre action et réflexion, produisant des brochures, des outils et des ressources pour les acteur·trice·s de l'éducation permanente, tout en accompagnant des collectifs de «premier·e·s concerné·e·s» (sans-abris, allocataires sociaux, femmes...). Et pour cela, pas de recette : c'est une question de posture. Il faut faire en fonction de ce qu'il se passe, pour créer des «chemins» à chaque fois différents et qui se construisent collectivement, partent des vécus, favorisent les rencontres avec d'autres réalités et problématiques, afin de créer des savoirs communs, de se réappropriier la parole et de développer la capacité à agir. Le fait de prendre publiquement la parole est source d'un *empowerment* ou «capacitation» pour les membres de ces groupes. À Periferia, on a une certaine vision de la société, mais on n'est pas là pour faire les expert·e·s ou les prosélytes : cette vision fournit des balises pour les pratiques, lesquelles doivent toujours s'adapter aux chemins que veulent prendre les groupes. L'essentiel, c'est que les groupes soient en réflexion et en action ; et la réflexion, c'est une forme d'action : se déconstruire, comprendre, aller chercher de l'information. Pour les membres de Periferia, accompagner ces proces-

sus nécessite de toujours remettre en cause ses pratiques, s'adapter en piochant dans de multiples sources d'inspiration, de l'intelligence collective au *community organizing* (pratiques étatsuniennes d'organisation collective). L'essentiel est de travailler régulièrement le sens, l'objectif, afin de faire avec ce qui arrive.

En Argentine, un exemple d'organisation piquetera

Les mouvements piqueteros apparaissent en 1995 alors que la privatisation de la plus grande entreprise pétrolière d'Argentine donne lieu à des licenciements massifs. Ne pouvant plus bloquer les entreprises, les sans-emplois mettent en place des *piquetes* (barrages) sur les axes routiers utilisés pour le transport de marchandises. La Fédération des organisations de base (FOB), de sensibilité libertaire, est une organisation *piquetera* fonctionnant selon des principes d'action directe, de démocratie directe et d'autonomie par rapport aux partis, aux Églises et à l'État et vise l'empouvoirement (*empowerment*) de ses membres. Les organisations de la FOB, portées à 70% par des femmes, luttent pour améliorer les conditions de vie des membres. Les militant·e·s *piqueter@s* parlent de pratiques préfiguratives parce qu'elles et ils font exister, par la pratique, une autre organisation sociale et d'autres types de relations.

Basées sur un fonctionnement horizontal, les organisations de la FOB développent des coopératives autogérées, financées par des allocations gouvernementales obtenues grâce aux mobilisations et dont l'attribution aux membres du mouvement est discutée collectivement. Ces coopératives procèdent à une «resignification» de ces allocations : elles mettent à distance la logique étatique et définissent collectivement leur usage (construction/rénovation de logements, nettoyage d'espaces publics, cantines populaires...).

Parallèlement, des groupes (genre, santé, autodéfense face à la violence institutionnelle) organisent des ateliers de formation, comme les assemblées de femmes en non mixité, où se tissent des liens de sororité. Le partage d'expérience et de connaissance permet des allers-retours entre pratique et théorie et aboutit à la construction d'une autodéfense collective féministe et émancipatrice.

Attac et l'éducation populaire

Dès la création d'Attac, en 1998, l'article 1 de ses statuts indique : « L'association a pour objet de produire et communiquer de l'information, de promouvoir l'éducation populaire, ainsi que de mener des actions de tous ordres en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde. »

Dans le livre, *L'abécédaire engagé*, publié à l'occasion des vingt ans de l'association, le chapitre Éducation populaire était confié à la Compagnie NAJE (*Nous n'abandonnerons jamais l'espoir* – compagnie de théâtre-forum) qui concluait par « le compagnonnage de NAJE et d'Attac était naturel, presque inscrit dans nos gènes. Il s'est incarné dans des initiatives menées ensemble. Et il continuera à se déployer tant que l'éducation populaire sera une nécessité pour la transformation politique et sociale. »

Cette question de l'éducation populaire est donc au cœur de l'identité et de l'action d'Attac dès sa création. Pour autant, plus de vingt ans après, au-delà de cette affirmation, comment cet enjeu est travaillé, questionné, remis sur le chantier en permanence, afin qu'il soit approprié par les nouveaux et nouvelles adhérent·e·s et militant·e·s, comme par les plus ancien·ne·s ? Comment penser ce choix politique alors même que le fonctionnement de la société repose sur des principes opposés à ceux de l'éducation populaire ? Attac, comme tout mouvement social, n'est pas dans une bulle préservée des tensions et contradictions dans lesquelles nous vivons et qui pèsent sur nous en tant qu'individu·e·s, même engagé·e·s... Attac fait le choix d'articuler expertise et action citoyenne et c'est au cœur de cette articulation que se situe la question de l'éducation populaire. Comment irrigue-t-elle l'ensemble de nos actions et comment la faisons-nous vivre dans toute l'association, que ce soit dans nos comités locaux ou au niveau national ?

Le Traité constitutionnel européen

Aujourd'hui comme hier, l'activité déployée par les militant·e·s et adhérent·e·s est d'une grande diversité, notamment dans les comités locaux (cf. « Pistes de réflexions » en fin de dossier). En 2005, Attac a largement participé à la lutte pour le Non au TCE (Traité constitutionnel européen). À côté de grands meetings unitaires qui donnaient de la dynamique et de la visibilité, des centaines de réunions sur tout le territoire ont vu des milliers de personnes se réunir, décortiquer les centaines de pages du texte particulièrement ardu du TCE, se l'approprier collectivement pour mieux le combattre.

Le Tribunal des banques

Au début des années 2010, avec la compagnie NAJE, Attac a construit sur le principe du théâtre-forum « Le tribunal des banques ». Des membres d'Attac l'ont fait tourner pendant plusieurs années permettant l'implication de « gens d'en bas » comme « d'expert·e·s » de ce sujet.

Les Rosies

Durant la mobilisation sur les retraites l'hiver dernier, quelques (jeunes) militantes d'Attac ont pensé une forme d'action qui s'est révélée efficace : le clip « À cause de Macron », porté par une chorégraphie et un code vestimentaire original (Rosie la riveteuse). Au-delà de l'inventivité de cette action, il est intéressant de voir comment cette chorégraphie a été appropriée et retravaillée dans différentes villes et différents milieux. Ce qui n'était au départ qu'une belle et bonne idée a permis à de nombreuses femmes de s'emparer à leur façon de l'enjeu politique des inégalités femmes/hommes, de le faire vivre. Cette dynamique n'était pas nécessairement pensée comme un outil d'éducation populaire... Pourtant, dans les faits il a contribué à ce que des femmes s'impliquent avec enthousiasme et trouvent une place plus importante dans ces mobilisations

Les Universités d'été

Pour Attac, les universités d'été sont des moments importants. Axées, au début, davantage sur les besoins d'appropriation de connaissances et d'argumentaires, elles ont été longtemps structurées par des filières thématiques et une certaine expertise, appréciée et nécessaire. Depuis quelques années, ces universités d'été d'Attac s'ouvrent de plus en plus pour devenir des universités des mouvements sociaux : une plus grande place est donnée à des formes de débats moins descendantes, à des ateliers sur les pratiques et les actions concrètes, à des prises de paroles d'actrices et acteurs de terrain... D'une certaine façon, la volonté de s'inscrire dans une posture d'éducation populaire a permis de rééquilibrer le besoin d'expertise et la nécessité, pour l'action collective, que cette expertise se construise à partir de nos pratiques et nos actions.

On le voit : l'éducation populaire ne peut être ni un « mantra » qu'on répète en permanence, ni seulement des outils techniques. Il s'agit d'une pratique politique permanente qui vise à permettre à chacune et chacun de trouver sa place dans l'association, à y apporter son expertise, sa pratique, ses idées et d'enrichir ainsi le collectif. Cette pratique n'est jamais acquise définitivement ni stabilisée, c'est un enjeu politique à part entière pour une association comme Attac qui travaille à ce qu'un autre monde soit possible !

« Accéder aisément au langage des sachant-e-s ne va pas de soi, c'est un privilège qui s'ignore »

Interview de Joëlle Prevost, animatrice du Comité local Attac Grenoble pendant plusieurs années.

Où as-tu rencontré de l'éducation populaire ?

J'ai vraiment compris ce qu'est l'éducation populaire lors d'une formation « Éducation populaire et transformation sociale » : un extrait d'une thèse de « recherche-action » a été proposé en arpentage¹ (lecture collective). Parmi les stagiaires, plusieurs ont souffert de cette confrontation à un texte académique, et ont été mis-e-s en défaut. Cette souffrance s'est révélée lors du débriefing de la journée. Car accéder aisément au langage des sachant-e-s ne va pas de soi, c'est un privilège qui s'ignore. Cette prise de conscience a été importante pour moi. Les outils d'éducation populaire sont faits pour que quel que soit le savoir, le langage, la facilité ou la difficulté de parole, le volume de la voix, toute personne puisse contribuer à l'élaboration de la réflexion et de l'action.

Dans notre Comité local, plusieurs membres ont suivi une formation. Depuis, nous utilisons quelques outils comme l'arpentage, les brise-glace, les groupes d'interviews mutuels lors des assemblées d'adhérent-e-s. Les actions de rue, préparées à plusieurs en amont, sont de bons moments d'éducation populaire : tout le monde se met au même niveau, il n'y a pas de sachant-e, et chacun-e est apte à intervenir et agir. Les outils de l'éducation populaire sont aussi largement utilisés lors des Allevillages (lieu privilégié de formation au sein d'Attac), et de plus en plus dans les Universités d'été. Ils sont pratiqués également dans des mouvements comme Alternatiba.

N'oublions pas les « Nuits Debout » et le formidable mouvement des Gilets jaunes : rassemblées initialement contre la hausse du prix des carburants, des milliers de personnes ont découvert les conditions de la lutte, sa force, la nécessité de l'organisation ; elles ont bâti en quelques mois un mouvement qui a fait trembler les institutions. Il y a eu de l'éducation populaire : par le peuple, pour le peuple.



Où voudrais-tu en trouver ?

Partout ! Il faudrait utiliser ces outils de façon systématique, que cela devienne un réflexe. Nous connaissons tou-te-s des Comités locaux qui vivent, voire sont désertés, parce que des militant-e-s, le plus souvent très compétent-e-s et aguerri-e-s, monopolisent de fait la parole et l'action, bien qu'elles et ils n'en soient pas conscient-e-s. Mais, comme toute technique, les outils peuvent être vidés de leur sens politique. Pour les formations il faut privilégier les organismes (souvent des SCOP) qui affichent clairement l'objectif d'émancipation et de transformation sociale.

En conclusion, Attac a des atouts pour être véritablement un lieu d'éducation populaire. La mutation des Universités d'été en Universités des mouvements sociaux est un bon signe. Il faut encore développer la compréhension et la pratique de l'éducation populaire dans toutes les assemblées et actions.

¹ Pour en savoir plus sur l'arpentage : voir <http://www.scoplepave.org/pour-discuter> ou <http://la-trouvaille.org/arpentage/>

Pistes de réflexions

Nous l'avons vu, les pratiques d'éducation populaire sont très diverses. La plupart des associations d'éducation populaire ont une activité d'accompagnement de groupes dans leur démarche d'émancipation et d'empouvoirement. À Attac, les pratiques sont autres. Lors de la Conférence Nationale des Comités Locaux (CNCL) de mars 2020, il a été demandé aux présent·e·s de décrire les actions qu'elles et ils mènent et qualifient d'éducation populaire : on peut les répartir schématiquement en quatre catégories afin de soutenir notre réflexion, que nous pourrions poursuivre ensemble lors d'une prochaine CNCL.

1. Interpeller largement les individu·e·s, notamment dans l'espace public, diffuser nos idées, frapper les esprits par des actions symboliques, la distribution de tracts ou l'utilisation des réseaux sociaux.

→ Au-delà de l'interpellation et de la propagation de nos idées, qui est utile en soi, nos démarches d'éducation populaire nous poussent par exemple à proposer ensuite des moments collectifs de débat.

2. Aller à la rencontre des gens pour parler avec eux, en étant présent·e·s sur les marchés, en tenant des stands ou en proposant des animations dans l'espace public.

→ Aller à la rencontre des autres nécessite d'être prêt·e·s à les écouter et à prendre au sérieux leurs questionnements et leurs arguments. Nos démarches d'éducation populaire nous poussent donc à poser des questions pour encourager la réflexion et le débat, et à prendre le temps nécessaire pour cela.

3. Nous former, développer nos connaissances et notre compréhension sur les sujets sur lesquels nous agissons, et proposer à qui veut d'en profiter en diffusant des films, des textes, en organisant des rencontres-débats ou des conférences gesticulées.

→ Il est intéressant d'ouvrir ces initiatives à tou·te·s, mais elles sont peu adaptées pour toucher des personnes extérieures à nos cercles. Nos démarches d'éducation populaire nous poussent ainsi à aller à la rencontre d'autres personnes et à faire ensemble, au delà de la discussion.

4. Créer des espaces durables et ouverts pour agir et penser ensemble en organisant des ateliers ou des auto-formations, en créant des saynètes, des conférences gesticulées ou des pratiques culturelles populaires, ouvertes et politisées.

→ Dès lors qu'on se confronte à l'action, on se confronte à des contradictions et à des situations potentiellement inconfortables. Cela nécessite d'être à la fois humbles et exigeant·e·s, ouvert·e·s et critiques. Vouloir être dans une démarche d'éducation populaire, c'est avoir sans cesse un « double-agenda » : ce qu'on fait est important en soi, mais c'est important aussi parce que cela permet un processus émancipateur d'empouvoirement individuel et collectif que l'on cherchera à favoriser.

Pour aller plus loin

Éducation populaire et féminisme. Récits d'un combat (trop) ordinaire Analyses et stratégies pour l'égalité

Collectif
La Grenaille, 2016

Petit manuel de travail dans l'espace public, À la rencontre des passants

Jérôme Guillet
éditions du commun, 2019

Organisons-nous ! Manuel critique

Adeline de Lépinay
éditions Hors d'atteinte, 2019

Pour une éducation populaire politique. À partir d'une recherche-action en Bretagne

Alexia Morvan
thèse soutenue en 2011
à l'université Paris 8

Pédagogue des opprimé·e·s – une introduction aux pédagogies critiques

Paulo Freire
N'autre école n° 10, Libertalia, 2018

Les conférences gesticulées *Inculture* de Franck Lepage, ainsi que toutes les conférences gesticulées du Réseau francophone des conférencier·e·s gesticulant·e·s (disponibles sur <https://conferences-gesticulees.net>)

secrétariat de rédaction
A.L. Adeline de Lépinay,
Franck Mithieux

coordination de ce dossier
Annick Coupé, Patricia Cruz,
Brigitte Finas, Cécile Hanff,
Adeline de Lépinay,
Nolwenn Neveu, Alice Picard,
Marie-Claude Saget
et Morgane Scourneac

maquette
Stéphane Dupont
portrait dessiné
Charlotte Planche
impression
sur papier recyclé
Ça va print